

Rapport de Synthèse Conférence « Réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement »

Dans le cadre de la commémoration de la semaine des Nations Unies, une conférence a été organisée par le gouvernement du Niger avec l'appui du système des Nations Unies. Cette conférence dont le thème est « la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement », a été le lieu pour le gouvernement du Niger et le SNU de poursuivre le plaidoyer pour la réalisation des OMD, à la suite du sommet de New York sur les OMD. Placée sous la présidence du Président de la Haute Autorité pour la Sécurité Alimentaire (HASA), du Ministre de l'Economie des Finances et du Coordonnateur Résident du SNU, cette conférence a eu comme modérateur le Directeur de Cabinet du Président du CSRD et a réuni les représentants au plus haut niveau des coopérations bi et multilatérales, des partis politiques et de la société civile nigérienne.

La conférence a été organisée sous la forme d'une présentation des autorités nationales suivie d'un panel.

Communication Gouvernement/ Panel Experts

Un exposé sur les « Enjeux pour la réalisation des OMD au Niger, plaidoyer et conclusions du sommet mondial 2010 » a été fait par le Directeur de Cabinet du Premier Ministre. L'intervention a mis en évidence les progrès réalisés par le Niger pour la réalisation des OMD, les défis à relever et les perspectives pour la réalisation des OMD.

La revue des huit (OMD) et des indicateurs retenus au niveau national indique qu'il est très peu probable que le Niger puisse réaliser les OMD d'ici 2015 même si de bonnes tendances sont constatées en ce qui concerne les OMD 4 et 6. La revue des OMD indique qu'il ya toujours une persistance de la pauvreté et de la faim (OMD1) ; (ii) un accès insuffisant à l'éducation (OMD2) ; une persistance des inégalités liées au genre dans l'accès au système éducatif toutefois tempérée par les progrès réalisés dans l'autonomisation des femmes à travers une amélioration du niveau de représentation de celles-ci dans les sphères de prise de décision et dans la vie active (OMD3) ; un taux de mortalité maternelle parmi les plus élevés du monde (OMD 5) ; une pression grandissante sur les ressources naturelles due essentiellement à l'impact du changement climatique, de la pauvreté et du rythme élevé de la croissance démographique mettant ainsi en péril les perspectives d'un développement durable (OMD 7) ; la décroissance de l'aide publique accordée au pays mettant en évidence la nécessité du renforcement du partenariat mondial pour le développement (OMD 8). S'agissant des progrès à consolider, il peut être relevé un recul net de la mortalité infantile et si des efforts supplémentaires sont consentis, l'OMD 4 serait atteint d'ici à 2015. De même si la stabilité du

taux de prévalence du VIH est maintenue, l'objectif de stopper la propagation du sida et d'inverser la tendance est à la portée du Niger même si par ailleurs la létalité et la morbidité liées au paludisme restent élevées et les progrès en matière d'incidence et de dépistage de la tuberculose sont insuffisants, largement en deçà des normes fixées par l'OMS (OMD 6).

Dans ces conditions, les défis à relever pour réaliser les OMD d'ici à 2015 restent importants et sont d'ordre structurel et conjoncturel. Les défis structurels sont liés d'une part à la maîtrise de la croissance démographique et d'autre part au maintien d'un taux de croissance économique moyen de 7% par an. Quant aux défis d'ordre conjoncturels, ils portent sur la nécessité pour le Niger de s'adapter aux changements climatiques, de se donner les moyens de faire face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles, de limiter l'impact des crises économiques et financières.

Le Conférencier a conclu son exposé en montrant qu'il est possible d'accélérer l'atteinte des OMD notamment à travers l'initiative MAF (Millennium Development Goals Acceleration Framework) auquel le pays vient d'être admis. Il s'agira à cet égard de : (i) s'inspirer des expériences des pays et des processus en cours pour identifier et prioriser les goulots d'étranglement qui ralentissent les progrès au niveau des OMD ; (ii) faire recours aux bonnes pratiques documentées pour déterminer des solutions objectives et faisables pour accélérer les progrès vers les OMD et (iii) créer un partenariat avec des rôles attribués à toutes les parties prenantes pour conjointement atteindre les OMD. Cette accélération est l'objet du MAF dont la méthodologie d'élaboration a été également partagée avec les participants.

Après cet exposé riche en enseignements, les experts ont, tour à tour, pris la parole pour aborder les problématiques liées à la réalisation des OMD et proposer des pistes de réflexion et d'action. Les experts mobilisés au sein des agences ONUSIENNES se sont exprimées sur les stratégies à mettre en œuvre pour l'accélération de l'atteinte des OMD. Ainsi :

Le représentant de l'Unicef a noté que dans la situation actuelle, l'insuffisance des ressources financières ne constitue pas la seule entrave à la réalisation des OMD, il faudrait une approche équitable, basée sur les droits humains, qui cible les plus vulnérables, une volonté politique affirmée, des politiques sectorielles hardies notamment des réformes dans le secteur de l'éducation et de la santé, le renforcement des capacités techniques et institutionnelles. Il a noté toutefois que le développement est un processus continu et ne se conçoit pas en termes de « bonds » d'où l'intérêt de considérer le rendez-vous de 2015 comme une étape et non une échéance ultime.

Le représentant de l'OMS a rappelé le mandat de l'OMS et les priorités de son organisation qui sont focalisées sur la réalisation des OMD 4 et 5. Le secteur de la santé mobilise aujourd'hui beaucoup d'attentions et de financements d'où la nécessité d'obtenir des résultats concrets à travers le développement du leadership national, le respect de l'engagement à consacrer 15% du budget national

au secteur de la santé. Il a rappelé l'existence d'un fonds du secrétaire général des Nations Unies pour le financement des OMD 4 et 5 et qui est accessible au Niger d'où l'intérêt de prendre en compte ces OMD dans les planifications. Enfin, il a montré les liens évidents qui existent entre tous les OMD.

Le représentant de l'UNFPA a rappelé qu'il est conseillé que le taux de croît démographique passe de 3,3% à 2,5% avec une augmentation du taux de prévalence contraceptive à 25% à travers les actions suivantes : changements de comportement, adoption de nouvelles stratégies, mobilisation des chefs traditionnels, des leaders religieux et des hommes.

Le coordonnateur d'ONUSIDA a rappelé la mission de son organisation qui est d'assurer un accès universel à la prévention et à la prise en charge du VIH/sida. Il a montré le lien qui existe entre l'OMD 6 et les autres OMD car la lutte contre le sida permet d'améliorer la nutrition, de préserver les capacités de production particulièrement la main d'œuvre d'où l'intérêt de l'intégrer dans le cadre d'accélération des OMD. Le Coordonnateur d'ONUSIDA a aussi rappelé qu'en dépit d'un taux de séroprévalence inférieur à 1%, chez les groupes à risques, il est de l'ordre de 35%. Il faudra donc continuer à mener le plaidoyer pour le respect des engagements pris par les chefs d'Etat afin de mobiliser le financement national pour pallier les gaps financiers.

Le Représentant du PAM a partagé sa vision pour accélérer l'atteinte des OMD et estime que le MAF constitue une bonne opportunité. Ainsi, la priorité donnée à l'OMD1 pour le MAF est plus qu'une évidence car, les goulots d'étranglement sont connus. En outre, la malnutrition coûte de 2 à 3% du PIB ; la faim tue dans le monde plus que la tuberculose, la malaria et le VIH/sida réunis. Enfin, pour accélérer l'atteinte des OMD, il suggère de saisir les opportunités existantes en matière de mobilisation des ressources notamment les fonds pour le changement climatique et de promouvoir l'approche participative et l'appropriation des actions par les populations au plus bas niveau.

Le représentant de la CEA a souligné l'importance de la réalisation de l'OMD 8 qui est la charpente des autres OMD. En effet, aucun pays ne peut espérer être au RDV de 2015 si le défi du partenariat mondial n'est pas relevé. Il a suggéré entre autres pistes pour accélérer l'atteinte des OMD, d'utiliser les structures et ou instruments régionaux tels que la CEDEAO, le NEPAD, le programme agricole global, etc. dans le cadre du partenariat mondial et de conclure des partenariats public-privé pour la résorption de la dette publique et la lutte contre la consommation des faux médicaments.

Le représentant de la FAO a estimé que pour accélérer les OMD, il faudrait trouver des solutions à l'insuffisance des ressources humaines qualifiées à travers la promotion de la coopération sud-sud ; le renforcement des capacités nationales, le changement de mentalités des acteurs nationaux et la réaffirmation de l'engagement politique en faveur des OMD.

Pour le représentant du PNUD, les liens entre environnement et pauvreté sont évidents. Aussi, pour la réalisation des OMD et en particulier l'OMD 7, la question des financements innovants et catalytiques doit être prise en compte. Dans le contexte actuel du Niger, quelques questions cruciales peuvent être posées : comment accélérer les OMD dans le cadre du MAF en tenant compte de l'impact de l'OMD 1 sur les autres ? Quelles sont les pistes de solutions durables à l'insécurité alimentaire ? Comment rentabiliser le potentiel de croissance ? Ces trois questions sont interdépendantes dans la vision du développement du pays. Aussi, le secteur agricole doit bénéficier du soutien des autres secteurs pour son essor, et il faudra créer les conditions nécessaires à une bonne valorisation du potentiel de croissance économique hors agriculture comme le secteur minier qui augure de bonnes perspectives au Niger. Pour ce faire, il faudra appuyer le secteur minier en renforçant les capacités de négociation des contrats (un projet régional PNUD vient d'être mis en œuvre à cet égard) et en mettant en place des politiques pour assurer un impact des ressources engrangées sur la croissance économique pro-pauvre (une étude d'identification des facteurs favorables à cela est en cours et permettra d'appréhender les effets d'entraînements du secteur sur tous les autres pans de l'économie (énergie, infrastructures, services sociaux,...). Enfin, il faudra noter que le capital humain et social est un élément déterminant pour le développement du pays au vu de la population majoritairement jeune.

Le représentant de l'OIM a indiqué qu'il faut prendre en compte l'impact des migrations sur le développement et l'accélération des OMD car les fonds des migrants peuvent faire l'objet d'un meilleur usage pour réduire la pauvreté des zones de forte migration. Par exemple, des services financiers peuvent être mis en place pour permettre d'investir localement surtout que ces fonds transférés sont plus importants que l'investissement direct étranger (IDE) ou l'aide publique au développement.

Le représentant du FMI a rappelé une étude conduite en 2008 sur l'impact de l'accroissement de l'aide sur l'inflation dans un contexte marqué par un accroissement de celle-ci de 10 à 15% du PIB. Cette étude a montré une augmentation de la croissance, sans problème d'inflation. Il suggère donc d'augmenter la capacité d'absorption de l'économie notamment par rapport à l'aide ; d'investir dans le capital humain pour accroître l'efficacité de l'investissement physique et d'explorer de nouveaux partenariats en créant les conditions idéales pour favoriser les IDE tout en s'assurant d'un endettement soutenable.

D'autres représentants des organisations internationales au Niger ont apporté leurs contributions.

Pour l'Union Européenne, les difficultés rencontrées pour la réalisation des OMD sont réelles. Il est donc indispensable d'assurer une conjonction de toutes les politiques de gouvernance pour atteindre

l'objectif de stabilisation de la croissance moyenne annuelle de 7%. Les questions d'équité dans la redistribution des richesses nationales sont aussi importantes. De même la réduction de la vulnérabilité des zones rurales n'est pas liée uniquement à la productivité agricole. D'autres enjeux demeurent, notamment l'exploration d'autres secteurs porteurs de croissance, créateurs d'emploi et générateurs de revenus, par exemple, le secteur minier ; l'accès des populations à des emplois qualifiés qui passe par l'éducation et la formation professionnelle. Ces enjeux, s'ils sont maîtrisés, peuvent provoquer des mutations qui, au-delà de la réalisation des OMD, favoriseront certainement des changements structurels. Il est donc capital d'investir dans l'éducation et la formation des populations.

Le représentant de la coopération Chinoise a souligné l'expérience réussie de partenariat avec le SNU dans le cadre de la gestion de la crise et a manifesté sa volonté de discuter avec les représentants des agences pour recueillir leurs conseils et définir leur participation à la réalisation des OMD.

Les organisations de la société civile ont aussi apporté leurs contributions en suggérant la prise en charge des thématiques spécifiques comme la lutte contre le tabagisme et la promotion des NTIC comme facteurs d'accélération des OMD

La partie gouvernementale, à travers ses représentants, a mis en exergue les réalisations en appui à l'atteinte des OMD.

L'Institut National de la Statistique (INS), outre sa contribution à l'évaluation des OMD, a souligné au titre de ses principales réalisations, la mise en ligne de la base de données Niger Info ; la production des indicateurs validés par le système statistique national notamment les indicateurs de la Stratégie de Développement accéléré et de Réduction de la pauvreté (SDRP), la Stratégie de Développement Rural (SDR), le Plan Décennal pour le Développement de l'Education (PDDE), le Plan de Développement Sanitaire (PDS) et d'autres indicateurs sectoriels, la conduite des enquêtes nationales d'envergure : Enquête Nationale sur le Budget et la Consommation (ENBC), Enquête sur les conditions de vie des ménages (ECVM), Enquête Démographique et de santé à indicateurs multiples (EDS-MICS), Recensement Général sur la Population et l'Habitat (RGPH).

Le Secrétariat Permanent de la Stratégie de Développement accéléré et de Réduction de la pauvreté (SP/SDRP) a estimé que la croissance constitue un défi structurel, car elle est volatile et liée à la production agricole. Ainsi, le taux de croissance en 2008 est ressorti à 9% alors qu'en 2009, il s'est établi à -1.2%. Aussi, le principal défi est de rendre la production agricole autonome des conditions climatiques à travers la maîtrise de l'eau et la recherche agronomique.

Le secrétaire général du Ministère de l'Aménagement du Territoire de l'Urbanisme et de l'Habitat a souligné le travail qu'ils entreprennent dans le cadre de l'ODM 7 et particulièrement la cible no 4 en partenariat avec UNHABITAT pour le réaménagement des quartiers de la ville de Niamey en l'occurrence Gamkalley et Saga. Le ministère est entrain de réfléchir à la problématique de l'urbanisation pour apporter des solutions afin de sécuriser les ménages les plus vulnérables et de définir une politique de l'habitat.

Synthèse des Travaux

La communication du gouvernement et les propositions du panel d'experts permettent de ressortir quelques points clés qui sont autant de pistes d'action pour l'accélération de l'atteinte des OMD :

- *Un consensus global s'est dégagé par rapport à la priorité accordée à l'ODM 1 pour le MAF* car les uns et les autres ont relevé les liens très étroits qui existent entre les OMD et le potentiel effet d'entraînement lié à cet OMD dans un contexte nigérien caractérisé par la précarité des systèmes de production agricole et une croissance portée principalement par le secteur agricole.
- *La maîtrise de la croissance démographique* est un défi majeur qui doit être relevé.
- *La nécessité d'initier des réformes structurelles* tant dans la façon de délivrer les services en mettant en avant des approches de développement à la base, inclusives, participatives et équitables ; qu'en s'attellant à un renforcement des capacités humaines et institutionnelles. En effet, le faible niveau de qualification des ressources humaines constitue un handicap réel pour l'employabilité des jeunes et le développement à long terme. Par ailleurs, au regard du potentiel du secteur minier du Niger, il est indispensable d'amorcer le renforcement des acteurs intervenant dans ce secteur qui est porteur de croissance, créateur d'emploi et générateur de revenus.
- *La mobilisation des ressources pour la réalisation des OMD* est d'une importance capitale d'où la nécessité d'une part, de mener des campagnes de plaidoyer et de mobilisation assises sur des planifications participatives et d'autre part de saisir les opportunités existantes notamment tous les fonds créés par les Nations Unies en soutien à la réalisation des OMD

Conclusion

La conférence portant sur « la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement », dans le cadre de la commémoration de la semaine des Nations Unies, a été l'occasion pour les autorités et les experts au plus haut niveau de se prononcer sur les voies et moyens à mettre en œuvre pour que le Niger soit au rendez vous de 2015.

Le Coordonnateur Résident du SNU s'est félicité de la qualité du débat qui ne s'est pas appesanti sur les problématiques mais plutôt sur les pistes de solutions. Le MAF, a-t-il ajouté, constitue la réaffirmation de la volonté internationale pour la réalisation des OMD en 2015. Aussi, comme à l'accoutumée, le SNU jouera son rôle d'interface pour que les initiatives se traduisent en amélioration réelle des conditions de vie des populations.

Le Ministre de l'Economie et des Finances, a pour sa part, relevé que le sous investissement dans les services sociaux de base et les ressources humaines est préjudiciable au développement et qu'il faudra s'attacher à développer le partenariat public-privé et à prendre en compte les nouveaux défis tels que l'Energie.

Le président de la Haute Autorité pour la Sécurité Alimentaire (HASA), en clôturant la conférence, a invité l'ensemble des parties prenantes à davantage de pragmatisme en passant à la mise en œuvre effective de toutes ces politiques et stratégies élaborées.